

LE MONDE

OCTOBRE 1977 N° 283 - 24^e année

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 1,50 \$
Espagne : 10 pes.
Italie : 500 lire
Abonnements : voir tarif page 28.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 08

diplomatique

Reportage :

ROUMANIE :
UN «SOCIALISME»
AUTORITAIRE

(Pages 12 à 14.)

Des «gauches nationales» ?

Par CLAUDE JULIEN

A GAUCHE comme à droite, les grands débats économiques sont hypothésés par une contradiction dont on veut espérer qu'elle n'échappe pas aux leaders politiques : la crise est mondiale mais, dissipée les illusions du dialogue euro-arabe, de la conférence Nord-Sud, d'une véritable réforme du système monétaire international ou d'une solution européenne, les remèdes envisagés restent strictement nationaux. Faut-il voir là un aveu d'impuissance ? Mais, si l'on est sans prise sur la réalité, comment rester au pouvoir ou envisager d'y accéder ?

Passer encore que les majorités en place se contentent d'un optimisme vite démenti par les indices des prix et les statistiques de chômage : rétif à tout

Les faux pas de la science économique

GAUCHE ET DROITE DEVANT LES GRANDS DÉSÉQUILIBRES

Baptisée « expansion », la fuite en avant contredit tout discours sur le nouvel ordre mondial

Par FRANÇOIS PARTANT

A LA faveur de la récession économique qu'il attribue aux « fluctuations erratiques des monnaies », le président de la République française se fit le champion d'un nouvel ordre économique mondial. S'agissait-il seulement de rétablir l'ordre que les « 1111 » avaient instauré à la fin de la dernière guerre et qui se décomposait — ou d'en imaginer un qui soit réellement nouveau ? Quand un changement d'échelle est inévitable, exprimer une volonté de changement, peut-être qu'une attitude conservatrice. En l'occurrence, le caractère novateur — pour ne pas dire révolutionnaire — du projet ne fait aucun doute. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter aux déclarations que fit M. Fournier, alors ministre de l'économie et des finances, le 2 septembre 1975 à l'assemblée du Fonds monétaire international et de la BIRD réunie à Washington. La France, dit-il, veut promouvoir un ordre qui assure, dans l'ensemble des pays capitalistes industrialisés, une relance de la production, la résorption du chômage et l'arrêt de l'inflation, ainsi que le développement de leurs échanges, soit, au total, une prospérité analogue à celle qu'ils ont connue depuis la dernière guerre. Mais, en outre, cet ordre sera plus favorable aux pays du tiers-monde, afin que leur développement devienne une réalité et que soit résolu le redoutable problème de leur endettement extérieur.

C'est sur la nature des réformes à entreprendre que le

LIBRES

colatier, etc.), vont parfois nous décevoir, en augmentant de prix, à des reconversions industrielles. Mais il n'y a pas lieu de s'en inquiéter. Bien au contraire, cela pourrait être l'amorce de la seule politique raisonnable, une politique qui permettrait de revenir sur un processus historique essentiellement malfaisant.

L'industrie est en effet à l'origine de la plupart des insurmontables problèmes politiques, économiques et sociaux, nationaux et internationaux, que les socialistes imputent bien à tort au capitalisme. Parce qu'elle permet par le travail d'ajouter constamment de la valeur aux matières premières qu'elle élabore, parce qu'elle permet d'accroître la production en valeur et en volume, elle a fait naître ce mirage que tous les pays poursuivent éperdument et vainement : l'opulence. Vieux rêve qui a dû naître le jour où des hommes furent mis au travail par une minor

(Suite de la page 3.)

Lorsqu'a débuté l'industrialisation du tiers-monde, dans les années 60, tout le monde a applaudi : les marchands d'usines, parce que l'opération était bénéficiaire, les capitalistes, qui cherchaient du travail bon marché, toutes les âmes généreuses et « tiers-mondistes », parce que le sous-développement allait être enfin vaincu, les dirigeants du tiers-monde, parce que la théorie économique tient la même discorde que les marchands d'usines. Tout le monde était d'accord : une ère nouvelle s'ouvrait, pour les uns celle d'une croissance prospère, pour les autres celle de la justice et de nouveaux équilibres internationaux. Elle fut malheureusement pas ce qu'ils pensaient. A une longue période, caractérisée par une injustice mais très rationnelle division internationale du travail, allait succéder une nouvelle période marquée par une mauvaise répartition internationale du chômage.

Les usines vendues au tiers-monde devaient être payées. Elles furent l'étranger sans difficulté si elles vendaient aux pays tiers-mondistes que qu'elles produisent ou si elles valorisent des matières premières qui leur étaient en tout état de cause destin

MARCHE FORCÉE AU PROCHE-ORIENT

Le gouvernement israélien face aux pressions américaines

Par DANIEL AMIT *

EN Occident, plus un parti reste au pouvoir moins il a de chances de se faire réélire. Si les élections du 17 mai dernier en Israël ont causé un tel choc dans le monde, c'est que cette règle ne semblait pas devoir s'y appliquer. Les travaillistes israéliens avaient réussi à donner le change. Illusion d'autant plus trompeuse qu'au cours des dix dernières années, au moins leur parti, supposé indolégable, avait progressivement abandonné toutes les positions politiques et sociales qui pouvaient le démarquer de son rival de droite, le Likoud. Grâce à quoi ce dernier, le jour du scrutin, pouvait en toute bonne foi proclamer qu'il réaliserait toutes les promesses des travaillistes et même qu'il ferait mieux — ses membres n'avaient-ils pas de meilleurs

(Suite de la page 5.)

Pour le moment, la question est de savoir si ce rapport va réellement inspirer la politique américaine des prochains mois ou s'il subira le même sort que le plan Rogers.

Depuis l'installation du gouvernement Begin, les projecteurs sont à nouveau braqués sur le problème territorial, qui est le principal facteur d'isolement d'Israël sur la scène internationale. Avec habileté, les précédents gouvernements travaillistes avaient su détourner l'attention du conflit, tout en procédant sans discontinuer, au nom des impératifs de sécurité, à la création de nouvelles agglomérations dans les territoires occupés (1). Non sans pragmatisme d'ailleurs, comme l'avait fort bien laissé entendre le général Chaim Bar-Lev, ancien ministre dans les gouvernements Maïr et Rabin : « Je crois que nous pourrions obtenir

DE L'AFRIQUE ORIENTALE

affinités économiques

utiliser les installations de Nairobi pour faire à plain et organiser les secours médicaux après le raid. Il menaça même de lancer une action militaire de représailles contre la Kenya.

A la suite de quoi le Kenya interdit son espace aérien à tous les pilotes des lignes aériennes de l'Afrique de l'Est de nationalité ougandaise. Puis il interrompit les fournitures de pétrole au général Amin, privant du même coup le Rwanda, le Zaïre oriental et le Soudan méridional des livraisons qui, en temps normal, sont acheminées à travers l

DANS LES ÉCONOMIES OCCIDENTALES EN CRISE

